

GUADELOUPE. UNE TRIBUNE D'ELIE DOMOTA

page 11



INFORMATIONS OUVRIERES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

6 509
abonnés
reçoivent ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

Aux travailleurs de France
et de Guadeloupe,
le gouvernement refuse
toute augmentation de salaires.

Aux patrons,
il offre 300 000 euros
pour chaque licenciement !



Guadeloupe

Après quatre semaines de grève générale, le gouvernement envoie les gendarmes contre les grévistes.

**200 euros pour tous !
A bas la répression !**

Actualité

page 5



Enseignement supérieur

La mobilisation des enseignants et des étudiants s'étend pour obtenir le retrait de la loi Pécresse.

Université

page 6

**LA CAMPAGNE
POUR LA MARCHÉ
UNIE POUR
L'INTERDICTION
DES LICENCIEMENTS.**

Campagne

page 4

Ils ont raison

MANIFESTATION de soutien aux travailleurs de Guadeloupe et de Martinique en grève générale, ce 16 février à Paris. Sur place, la police est intervenue contre les grévistes. Du cortège parisien, fuse ce mot d'ordre : « 200 euros pour tous, ils ont raison ! A bas la répression ! »

N'en déplaise à certaine presse parisienne, qui laisse déborder sa haine antiouvrière : une population écrasée par la cherté de la vie a le droit légitime de s'unir avec ses organisations syndicales pour exiger 200 euros pour tous.

Ce 17 février, le président socialiste de la région Guadeloupe, répond sur France Info à la question : « Pourquoi les tensions sont-elles montées d'un cran ? » Il déclare : « Parce que l'Etat n'a pas respecté sa parole, parce que l'Etat n'est pas autour de la table de négociations. » Il met en cause « l'Etat (qui) a accueilli avec quelque bienveillance au départ de la crise la plate-forme de revendications et (...), après, l'Etat se retire brutalement, en laissant entendre que ce n'est pas le rôle de l'Etat ». Pour Victorin Lurel, la responsabilité de l'Etat est engagée : « Vous avez (...) 360 milliards pour les banques (...), on met 7 milliards pour le secteur automobile et (...) Total fait 14 mil-

liards de bénéfiques. » En outre, souligne Victorin Lurel « l'Etat a démantelé tous les services », y compris « la direction de la Concurrence et de la Consommation qui est totalement démantelée, donc, les prix explosent ».

Il ajoute : « Les profits des monopoles, les rentes de situation, les grandes fortunes qui se font au soleil... et l'Etat est là, impuissant, dans une connivence avec ces monopoles. »

A la question : « Quel geste important pourrait, selon vous, commencer à désamorcer le conflit ? », il répond : « C'est que l'Etat revienne et respecte la parole donnée. »

En l'occurrence, la parole donnée, c'est la satisfaction de la revendication sur laquelle tout bute : 200 euros pour tous.

Impossible, nous dit-on ? Dans les seuls profits réalisés par Total en 2008 (notamment en Guadeloupe, où Total a le monopole de la distribution), il y a de quoi garantir 200 euros par mois pour tous les salaires compris entre 1 et 1,6 fois le SMIC comme Jégo s'y était engagé avant d'être rappelé à l'ordre, et cela ... pendant environ cinquante ans !

Et encore n'évoque-t-on pas ici les 428 milliards d'euros distribués aux capitalistes et aux spéculateurs par le gouvernement Sarkozy.

Je ne connais pas Victorin Lurel. On peut supposer que ce responsable socialiste a des désaccords avec le Parti ouvrier indépendant. Mais sur la question la plus brûlante de l'heure concernant la Guadeloupe, on ne peut qu'approuver son propos : l'Etat est responsable, il doit revenir à la table des négociations avec LKP et les organisations syndicales, et toutes les revendications doivent être satisfaites. A commencer par les 200 euros.

Au-delà de la Guadeloupe, concernant la classe ouvrière dans son ensemble, confrontée à la plus gigantesque vague de destruction que notre pays ait connue depuis plus de soixante ans, on tirera cette conclusion : par-delà les désaccords légitimes entre partis et organisations, l'unité peut et doit se réaliser sur l'exigence dictée par toute l'urgence de la situation, à savoir qu'il est de la responsabilité de l'Etat d'interdire les licenciements.

Et qu'il est de la responsabilité des partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie d'unir leurs efforts pour ouvrir la voie à la mobilisation de millions et de millions qui imposera cette mesure de salut public.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef : Lucien Gauthier

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

• Imprimerie :

Rotinfed 2000, Paris.

• Tirage : 20 000 exemplaires.

• Commission paritaire : 0909 C85 410.

• ISSN : 0813 9500.

• Rédaction :

Informations ouvrières
87, rue du F^bs-Saint-Denis,
CS 30016 - 75479
Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23.

Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• Administration-
abonnements :

Maïthé Dayan
Tél. : 01 48 01 88 22
01 48 01 88 41.

E-mail : diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal : à publication.



NOUS ÉCRIRE

INFORMATIONS OUVRIÈRES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016
75479 Paris Cedex

E-mail

informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Halte à la répression en Guadeloupe !

COMMUNIQUÉ DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

LES informations les plus graves et les plus alarmantes nous parviennent à l'instant de Guadeloupe.

Pour la première fois depuis quatre semaines que dure la grève générale, les forces de l'ordre massées en nombre par le gouvernement français viennent d'intervenir brutalement contre les piquets de grève qui barrent les principales voies de circulation de l'île. On nous signale que des travailleurs et militants ont été blessés et des arrestations de grévistes ont été opérées.

Le POI dénonce toute tentative de l'Etat français de briser par la force la grève générale en Guadeloupe.

Le POI appelle toutes les organisations se réclamant du mouvement ouvrier et de la démocratie à exiger sans tarder l'arrêt de l'intervention policière, la libération des militants emprisonnés, la satisfaction des revendications.

Rappelons que, depuis 26 jours, le collectif *Lyannaj kont pwofitasyon* (LKP) et les 49 organisations qui le composent, en particulier les organisations syndicales, demandent une réponse sur 133 revendications — et notamment celle de 200 euros d'augmentation du Smic — formulées par les travailleurs et la population laborieuse de Guadeloupe.

C'est le refus du gouvernement de répondre positivement aux revendications qui est à l'origine de la situation actuelle.

Le POI, pour sa part, réaffirme, comme il n'a cessé de le faire depuis le 20 janvier, dans le respect du collectif LKP et de ses 49 organisations, son total soutien à la grève générale et aux revendications qu'elle porte :

- Halte à la répression !
- Libération immédiate de tous les emprisonnés !
- Satisfaction des revendications !

Paris, le 17 février 2009 »

TRAIT LIBRE
PAR JUJU



La machine infernale de l'Union européenne n'arrête pas

PAR DANIEL SHAPIRA

L'UNION EUROPÉENNE est en crise, mais la machine infernale de ses institutions poursuit néanmoins son travail de sape.

Lundi 16 février au soir, l'AFP annonce : « La Commission européenne s'apprête à rappeler à l'ordre mercredi plusieurs pays, dont la France et l'Espagne, en raison du dérapage de leurs déficits publics. »

Le Commissaire européen aux Affaires économiques, Joaquín Almunia, a été brutal : « Il faut se tenir aux règles qui ont été établies pour tout le monde. Ce qu'elles disent en matière de discipline budgétaire est clair : dans le cas où les pays ont enregistré ou planifié des déficits au-dessus de la barre des 3 % (du produit intérieur brut), il faut ouvrir les procédures qui sont établies dans le traité. »

On sait comment de tout temps tous les gouvernements européens, quelle que soit leur couleur politique, ont répondu à cette loi d'airain du pacte de stabilité et des critères de convergence issus du traité de Maastricht : en taillant à la hache dans tous les budgets publics. Ainsi, les nouvelles injonctions de la Commission européenne à la France vont être

formulées le jour même, 18 février, où Sarkozy reçoit les confédérations syndicales.

La Commission européenne et les institutions européennes voudraient interdire toute libre négociation.

Et Bruxelles ne se limite pas à sa nouvelle offensive contre les déficits publics.

En effet, le 29 janvier dernier, le jour même où des millions de travailleurs étaient en grève et en manifestation pour faire valoir leurs revendications, la Commission européenne avait décidé de saisir la Cour de justice européenne contre la France. Sur quelle question ? Les laboratoires d'analyses biologiques. Que reproche la Commission européenne ? « La loi française limite à un quart au maximum les parts sociales d'une société exploitant des laboratoires de biologie médicale pouvant être détenues par un non-biologiste et interdit à une personne physique ou morale de détenir des participations dans plus de deux sociétés constituées en vue d'exploiter en commun un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale. »

En clair, des non-biologistes c'est-à-dire des assureurs, des spéculateurs... devraient pouvoir posséder plusieurs laboratoires d'analyses et constituer donc de grands groupes privés dont le seul moteur est le profit. Pour Bruxelles, la loi française est contradictoire avec « la liberté d'établissement garantie par l'article 43 du traité CE ». C'est la même offensive que celle, également en cours, contre les pharmacies. Pour Bruxelles, les diplômés de biologie ou de pharmacie doivent s'effacer devant les grandes multinationales, et peu importe la santé de la population.

Le POI est engagé dans une campagne d'unité pour l'interdiction des licenciements car l'unité est possible et nécessaire pour arrêter l'avalanche des restructurations. Pour sa part, le POI considère que l'Union européenne est à l'origine de toutes les contre-réformes et qu'il faut rompre avec elle. Nous ne faisons pas un préalable dans ces démarches d'unité de nos positions sur l'Union européenne. Mais pour autant, plus que jamais, nous devons réaffirmer l'exigence de rupture avec l'Union européenne et ses institutions.